



REPUBLIQUE DU RWANDA
MINISTÈRE DES FORÊTS ET DES MINES
NATIONAL FORESTRY AUTHORITY



**PROGRAMME D'APPUI À LA REFORESTATION DANS 6
DISTRICTS DES PROVINCES DE L'EST ET DU NORD**

RAPPORT ANNUEL 2009



Table des matières

1- Fiche projet	3
2- Situation actuelle en bref	4
3- Bilan de la planification des activités.....	5
3.1- <i>Aperçu des activités.....</i>	5
3.2- <i>Analyse de la planification des activités</i>	10
4- Bilan des finances	13
4.1- <i>Aperçu des dépenses par rapport au planning financier</i>	13
4.2- <i>Analyse du planning financier.....</i>	17
5- Suivi des indicateurs.....	19
5.1- <i>Objectif spécifique</i>	19
5.2- <i>Résultats</i>	20
5.3- <i>Évolution des indicateurs</i>	22
6- Appréciation des critères de suivi	23
6.1- <i>Efficiences.....</i>	23
6.2- <i>Efficacité.....</i>	25
6.3- <i>Durabilité</i>	26
7- Mesures et recommandations.....	28
8- Nouveau planning 2010.....	29
8.1- <i>Planning des activités de l'année 2010.....</i>	29
8.2- <i>Planning financier de l'année 2010</i>	33
9- Conclusions	36
9.1- <i>Activités et Finances.....</i>	36
9.2- <i>Critères de suivi</i>	36
9.2.1 <i>Efficiences</i>	36
9.2.2 <i>Efficacité</i>	37
9.2.3 <i>Durabilité.....</i>	37
9.3- <i>Avis de la SMCL sur les recommandations.....</i>	37
9.3.1 <i>Recommandations relatives au planning des activités</i>	37
9.3.2 <i>Recommandations relatives au planning financier.....</i>	37
9.3.3 <i>Recommandations relatives au Cadre logique</i>	37
9.3.4 <i>Autres recommandations.....</i>	37
10- Annexes	38

1- FICHE PROJET

Titre de l'intervention	Programme d'Appui à la Reforestation dans 6 Districts des Provinces de l'Est et du Nord au Rwanda (PAREF)
Pays partenaire	RWANDA
Code Navision CTB	RWA 0604311
Secteur (code CAD)	31210
Institution partenaire	Ministère des Forêts et des Mines
Contribution du pays partenaire	125.000 € + la mise à disposition du personnel décentralisé et les exonérations des taxes et impôts
Contribution du Royaume de Belgique	3.000.000 € (formulation comprise)
Contribution totale	3.125.000 €
Durée de l'intervention	39 mois
Date de démarrage	Démarrage effectif de l'intervention : 01/04/2008
Brève description de l'intervention	<u>Objectif global</u> : La mise en œuvre de la politique forestière nationale contribue à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et à la protection de l'environnement
	<u>Objectif spécifique</u> : La dégradation qualitative et quantitative des ressources forestières est maîtrisée et les besoins du Rwanda en produits forestiers sont mieux assurés
	<p>Pour atteindre cet objectif, il sera nécessaire de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer fortement les connaissances de la loi, des décrets et normes sylvicoles et accompagner dans ce sens le processus de décentralisation de manière à ce que chacun connaisse la réglementation en vigueur ou puisse obtenir des renseignements corrects à son propos ; • favoriser des investissements dans le secteur forestier ; • gérer les ressources existantes de manière durable et les augmenter ; • susciter l'attrait pour les métiers du bois par la mise en place et l'appui aux Groupements de Gestion Forestière • améliorer les connaissances en matière de choix d'essences ; • mieux informer la population sur les différentes fonctions de la forêt ; • favoriser les produits de substitution au bois énergie et favoriser les techniques d'économie d'énergie.

2- SITUATION ACTUELLE EN BREF

Évolutions du secteur forestier en 2009

Le secteur forestier n'a pas connu d'évolution majeure en 2009. Le projet de Loi Forestière a été transmis au MINIJUST pour examen avant de l'envoyer pour approbation au Gouvernement et le processus d'élaboration du PFN a été initié à travers le recrutement en décembre, d'un consultant pour la réalisation des études de base.

Principaux changements institutionnels en 2009

Le principal changement institutionnel intervenu en 2009 est la partition en décembre, du MINIRENA qui a donné naissance (i) au Ministère des Forêts et des Mines regroupant le NAFA et l'OGMR et (ii) au Ministère des Terres et de l'Environnement regroupant le NLC et le REMA. Cette réforme témoigne sans aucun doute de la volonté du Gouvernement de mettre l'accent sur le rôle économique qu'il attribue aux secteurs des forêts et des mines. D'autre part, le nouveau ministre a fixé parmi ses priorités pour 2010, la mise en œuvre des PAFD ainsi que la délimitation et l'enregistrement des forêts publiques.

Le MINIRENA a élaboré son plan stratégique sectoriel pour l'environnement et les ressources naturelles. Le NAFA a, sur cette base, procédé à l'élaboration d'un draft de plan stratégique. Celui-ci devra être validé en au cours du 1^{er} trimestre 2010. Le MINIRENA a organisé en novembre un atelier national de validation du Plan d'Action National de Lutte contre la Désertification qui possède une composante forestière importante.

Au niveau décentralisé, une réforme de l'organisation des districts a abouti au mois d'août, à la suppression du poste du chargé de l'environnement et des forêts dont les charges ont été confiées au Professionnel chargé des infrastructures. Pour rappel, les chargés de l'environnement étaient les techniciens en charge de la planification et de la mise en œuvre des activités du projet au niveau des districts. Cette réforme a perturbé le suivi des activités du projet au niveau des districts.

Créé en juin 2008, le NAFA ne dispose encore aujourd'hui au niveau central que de 5 cadres forestiers contractuels. Le recrutement de son staff se heurte à d'énormes difficultés de mobilisation des profils recherchés selon l'organigramme prévu. Le processus de recrutement des agents de district est bien avancé et devra aboutir à la mise en place de ces derniers au début de 2010 au niveau des 6 districts d'intervention. Ces difficultés de recrutement résultent de l'absence de cursus de formations supérieures dans le domaine de la foresterie, au niveau des établissements de formation rwandais (UNR-Butare et ISAE-Busogo), et ce depuis la guerre et le génocide de 1994.

Changements survenus à l'échelon du projet

Suite à une décision de la SMCL du mois de décembre 2008, le NAFA a été invité aux réunions des 2 SMCL ordinaires tenues en mars et en août 2009.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante financée par les Pays-Bas, le projet a étoffé son personnel au niveau central (UGP) en recrutant un comptable, un chargé du suivi-évaluation et un chargé de la communication et de la formation. Ces agents travaillent aussi pour la composante financée par la Belgique.

Le projet a quitté ses bureaux situés au MINAGRI pour ceux du NAFA sis à Remera, en juillet à la demande du Ministère. L'environnement de ces bureaux n'est pas propice à une bonne efficacité du travail (bruit, nombreuses coupures d'électricité et exigüité des bureaux). Le Ministère est conscient de cette situation et est à la recherche d'un autre bâtiment, mais les opportunités sont malheureusement rares sur le marché local.

De son côté, la CTB a recruté un expert national adjoint au Délégué à la Cogestion qui fournit un appui pour la supervision et le suivi des activités des 2 projets et un assistant junior chargé de la géomatique qui a mis fin à son contrat en décembre.

3- BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITÉS

3.1- Aperçu des activités

Résultats et activités	Activités 2009 programmées en T4 2008	Réalisations	Commentaires
Résultat 1 : "Les capacités institutionnelles depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé sont renforcées"			
Résultat 1.1 : Le NAFA/MINIFOM dispose d'outils d'aide à la décision pour la gestion durable et décentralisée des ressources naturelles			
0-Adoption et mise en œuvre de la Loi Forestière	Appuyer la finalisation du projet de Loi et de ses textes d'application (notamment la fiscalité)	La direction du projet a contribué à l'élaboration d'un projet de Loi forestière à travers l'introduction d'un certain nombre d'aspects & articles comme la fiscalité forestière, le contrôle forestier et les modalités organisationnelles de la gestion décentralisée des ressources forestières.	Manque de coordination de la part du MINIRENA qui a accepté que deux documents soient élaborés en même temps sans concertation
		La direction du projet a également contribué au processus de réflexion initié par la FAO en vue de la création d'un arrêté portant réglementation des redevances forestières (FAO)	Collaboration positive entre le projet et la FAO
		La direction du projet a appuyé la finalisation du document Biomass Energy Strategy -BEST- notamment pour la mise en place d'une fiscalité forestière incitative pour les acteurs de la filière bois énergie (BEST/MININFRA).	Collaboration positive entre le MINIRENA et le MININFRA/Énergie/GTZ
1- Approbation du Plan d'Action Forestier National par le MINIRENA, et vulgarisation au niveau des districts d'intervention	Contribuer à la validation des PAFD et à l'élaboration du PFN	Lancement par le NAFA/MINIRENA d'un marché de service pour l'élaboration des études de base devant servir à l'élaboration du PFN (contrat signé en décembre)	Absence de concertation avec le projet pour l'élaboration des TDR dont il s'avère que plusieurs aspects constituent des contributions attendues du PAREF
2- La méthodologie d'élaboration des SDA en bois est adoptée et le SDA de Kigali est validé	Coordonner l'élaboration du SDA Kigali avec le WISDOM proposé par la FAO pour la méthode et lancer le marché DAO international	Convention pour le financement d'une étude visant "l'évaluation du couvert forestier hors forêt" élaborée mais mise en œuvre avortée en raison du calendrier de clôture du projet FAO partenaire en décembre.	Lancement de l'étude reportée de mois en mois en raison du retard dans la mise en œuvre du WISDOM résultant du manque de données fiables relatives aux ressources forestières Absence de contrepartie nationale pour gérer et s'approprier l'outil au niveau du NAFA
3- Des études et enquêtes destinées à compléter les connaissances du secteur forestier sont réalisées et leurs résultats diffusés	Valider et diffuser les 2 études relatives (i) aux espèces (agro-)forestières à promouvoir dans les reboisements et (ii) aux normes de gestion sylvicole	Monographie des principales espèces (agro) forestières recommandables pour le reboisement au Rwanda par zone agroécologique	La rareté des compétences disponibles sur le marché local dans le domaine forestier constitue un sérieux goulot d'étranglement pour la conduite des études
		Manuel de gestion sylvicole (draft disponible) Étude de référence pour la situation du genre dans le secteur forestier et proposition de plan d'action (en cours)	
4- Un SIEP couplé à un SIG opérationnel avec des infos complètes et fiables	Conception du contenu du SIEP (architecture des bases de données) et liaison à un SIG en relation avec le SDA + données filières + infos NAFA	Les informations pertinentes et fiables pour la mise en place d'un SIEP ne sont pas disponibles	Absence de contrepartie nationale pour gérer et s'approprier l'outil au niveau du NAFA

Résultats et activités	Activités 2009 programmées en T4 2008	Réalisations	Commentaires
Résultat 1 : "Les capacités institutionnelles depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé sont renforcées"			
Résultat 1.1 : Le NAFA/MINIFOM dispose d'outils d'aide à la décision pour la gestion durable et décentralisée des ressources naturelles			
5- Le fonds forestier national (FFN) est restructuré et les fonds forestiers de districts (FFD) sont opérationnels et permettent le financement de la mise en oeuvre du PFN et des PAFD	Réaliser une étude portant sur l'organisation et la gestion des Fonds Forestier de District (CN)	Demande du MINECOFIN de voir le FFN disparaître et donc perspectives peu engageantes pour la mise en place de FFD. Élaboration des TDR pour l'élaboration d'une étude visant à motiver la nécessité d'une restructuration du FFN et de la mise en place de FFD comme outil de financement de la gestion décentralisée des forêts	Goulot d'étranglement dans le domaine de l'expertise forestière mobilisable à l'échelle nationale
6- Le cadastre forestier est créé	Instaurer un cadre de collaboration avec le NLC et appuyer la constitution d'une base de données géographiques des forêts de l'État et des districts au niveau des 6 districts d'intervention en relation avec les bases de données des PAFD	Le MINIFOM a formulé comme priorité pour 2010, la délimitation des forêts publiques	Insuffisance de ressources humaine (NLC-NAFA) et de documentation relative au patrimoine forestier public pour entreprendre cette activité non budgétisée
Résultat 1.2 : Le NAFA/MINIFOM dispose d'outils de communication performants et fiables			
7- Une stratégie et un plan de communication sont mis en œuvre	Lancer une CN pour l'élaboration d'une stratégie de communication du secteur forestier et la valider	Un draft de stratégie est disponible mais doit encore être amélioré sur le contenu du plan d'actions	En l'absence de stratégie et de plan d'actions, les activités se limitent trop aux aspects médiatiques sans prendre en compte les supports visuels documentaires (+ durables) - Logo NAFA abandonné - Production d'agendas et calendriers interdites par MINECOFIN
	Appuyer le MINIRENA pour la mise en œuvre du plan de communication (campagnes d'information et de sensibilisation y compris le logo NAFA, agenda et calendriers)	Financement de diverses activités médiatiques pendant la semaine de l'arbre : spots de sensibilisation sur plusieurs radios, affichage sur écrans électroniques à Kigali, reportages télévisés et production de 2 DVD	
	Appuyer l'élaboration du plan stratégique du NAFA	RAS	
	Établir la situation de référence des principaux indicateurs du cadre logique	TDR élaborés, AMI lancé, consultant non recruté en raison des faibles références présentées dans les manifestations d'intérêt	
8- Un centre de documentation riche, accessible avec un système d'archivage sur supports numériques	Archiver la documentation forestière sur support numérique et l'intégrer au système du CICA	Stockage de la documentation transférée au niveau des anciens bureaux du PAFOR mis à disposition par le MINAGRI - Lancement en novembre d'un avis de recrutement d'un documentaliste et d'un technicien pour le recensement de la documentation forestière	Pas d'espaces disponibles pour la mise en place d'un centre de documentation.
	Mettre en place le centre de documentation	RAS	
9- Un site WEB régulièrement actualisé, donnant accès à une information pertinente et diversifiée	Conception d'un site/page WEB en relation avec les infos du SIEP	Besoin de disposer des informations avant d'élaborer la maquette du site (e.a. cf. SIEP)	
10- De la documentation (e.a. dépliants, posters) portant sur la gestion décentralisée et durable des ressources forestières diffusés au niveau des districts et secteurs	Édition d'un dépliant présentant les enjeux de la politique forestière et de la gestion forestière	Élaboration d'un dépliant de présentation de la stratégie et objectifs du projet en français, kinyarwanda et anglais	

Résultats et activités	Activités 2009 programmées en T4 2008	Réalisations	Commentaires	
Résultat 1 : "Les capacités institutionnelles depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé sont renforcées"				
Résultat 1.2 : Le NAFA/MINIFOM dispose d'outils de communication performants et fiables				
11- Un cadre de concertation opérationnel regroupant de façon régulière les acteurs du secteur forestier au niveau des districts et au niveau central	Organisation de 4 ateliers au niveau central avec les intervenants du secteur forestier : (1 = Fonds Forestier de District, 2= Mise en œuvre des PAFD, 3= Validation de la cartographie et de l'inventaire forestier national, 4= à préciser)	Organisation d'un atelier national de concertation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet les 1 & 2 décembre 2009	Le recensement des acteurs permettra de cibler les acteurs pour la mise en place du JAF	
	Ateliers de sensibilisation et d'information au niveau des 6 districts	Organisation d'un atelier régional de lancement dans la Province du Nord sous le patronage du MINIRENA (Nb personnes - Date)		
		TDR pour l'organisation d'atelier d'information et de sensibilisation des autorités locales (secteurs et cellules)		
	Appuyer l'organisation et l'animation du Joint Action Forestier au niveau des 6 districts pilotes	Élaboration d'un répertoire des acteurs du secteur forestier dans les 6 districts (pépinéristes, bûcherons, charbonniers, scieurs, etc.)		
Résultat 1.3 : Les capacités des ressources humaines ont été renforcées au niveau central et décentralisé et les moyens de fonctionnement mis à disposition pour permettre au NAFA d'assumer ses tâches				
12- Les agents du NAFA du niveau central ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités	Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre du plan de formation des agents du NAFA	Formation des membres de la commission des marchés publics du NAFA par le RIAM - Financement d'un voyage d'études de techniciens à la CGF de l'ISAR de Butare	En l'absence de personnel recruté, il n'est pas possible de recenser les besoins en formation	
13-Les agents administratifs et techniques des districts et secteurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités	Organisation de 6 ateliers de districts (incluant les secteurs) pour l'ensemble des autorités administratives et agents du développement rural	Organisation de 6 ateliers de districts (incluant les secteurs) pour l'ensemble des autorités administratives et agents du développement rural	Difficulté de renforcer les capacités techniques en l'absence de techniciens - Le poste de chargé de l'environnement de district a été supprimé en T3 2009, créant un gap dans le suivi du projet - Les agents forestiers de district du NAFA n'ont toujours pas été mis en place	
		Appui des superviseurs de zone aux districts pour l'identification des activités de reboisement + élaboration des DAO + suivi des opérateurs de reboisement		
14- Un fonds d'appui est mis à disposition pour l'équipement et le démarrage des activités du NAFA	Appuyer l'équipement et le fonctionnement du NAFA à la demande	Le projet finance des activités de fonctionnement du NAFA à la demande de ce dernier (organisation d'ateliers)	Le NAFA n'a pas encore de DAF ni de plan d'action stratégique	
		Attribution d'un marché d'équipements informatiques au profit du NAFA (21 PC + Imprimantes) + Marché à relancer pour les 2 imprimantes couleurs (Laserjet A4 et Multifonctionnel Jet d'encre A3)		
		Attribution d'un marché pour l'audit organisationnelle du NAFA		

Résultats et activités	Activités 2009 programmées en T4 2008	Réalisations	Commentaires
Résultat 2: "Les ressources forestières dans districts pilotes retenus (3 dans la Province du Nord et 3 dans la Province de l'Est) sont augmentées et diversifiées et leur gestion est améliorée"			
15- Élaboration et validation participative des PAFD	Élaborer et valider le PAFD de Gicumbi et actualiser celui de Rulindo	PAFD de Gicumbi en cours de finalisation	
	Élaborer et diffuser un manuel technique pour la mise en œuvre des PAFD	Marché pour l'élaboration d'un guide technique et méthodologique pour l'élaboration des plans de gestion attribué et programmé en janvier 2010	
	Acheter 6 motos pour les agents du NAFA	Motos disponibles depuis juillet	
	Appuyer le fonctionnement des agents du NAFA (motos)	6 motos disponibles mais pas d'agents affectés au niveau des districts par NAFA (prévu en février 2010)	
16- Mise en œuvre des plans simplifiés de gestion forestière (PAFD) sur 10.000 ha	Appuyer la mise en œuvre des PAFD et plans de gestion au niveau de 3.000 ha de forêts publiques	RAS cf. 15	Pas de ressources humaines disponibles et qualité des PAFD insuffisante
17- Réalisation de 2.000 ha de reboisements diversifiés dans le cadre de la mise en œuvre des PAFD	Appuyer les demandes de reboisement des particuliers et des districts sur 1.000 ha (conventions avec les districts)	Campagne de reboisement de +/- 1.700 ha en cours de réalisation 719 ha réalisés en T4-2009 avec 1.103.571 plants plantés - Reste 1.064.000 plants à planter en février 2010 pour +/- 719 ha	Perspective d'atteindre en février 80% de l'objectif de 1.700 ha - Problèmes de suivi des chantiers & performance très variable des opérateurs
18- Création, formation et structuration des GGF	Ateliers de formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des PAFD des 6 districts (GGF)	RAS (cf. 16 et 15)	Retard imputable à 16 + Nécessité d'institutionnalisation et de reconnaissance des organisations locales de gestion forestière
19- Équipement des pépinières & formation des pépiniéristes	Actualisation des résultats de recherche en agroforesterie, élaboration de supports de vulgarisation et formation des pépiniéristes	Activité démarrée dans le cadre de la convention de financement avec l'ISAR (cf.21)	
	Amélioration des techniques de production des plants forestiers et agroforestiers à travers la mise à disposition de petit matériel	Mission d'évaluation des pépinières par l'ISAR en vue de l'élaboration d'un programme de formation	
	Construction de 20 magasins (BTS, Briques adobes) à pour les pépinières de diversification de la production des plants agroforestiers & la conservation des semences forestières (groupements récolteurs)	Activité jugée non pertinente en raison de l'approche d'équipement et de formation réalisée à travers les opérateurs contractés par les districts Demande faite à l'ISAR d'étudier l'opportunité de construire des magasins pour les ccopératives de récoltes de semences	
20- Mise en œuvre d'un programme d'éducation environnementale au niveau de 45 écoles	Recrutement d'un opérateur pour la réalisation d'un programme d'éducation environnementale aux niveau des districts pilotes	Inexistence de programme structuré au niveau du MINEDUC et REMA - AMI pour le recrutement d'un opérateur lancée en T3 mais expérience des postulants peu pertinente	
21- Renforcement des capacités de l'ISAR en matière de fourniture de semences forestières diversifiées et d'origine contrôlée	Acquisition des équipements pour la centrale des graines forestières (CGF)	Équipements de la centrale des graines forestières livrés	Problème d'utilisation de certains équipements en raison de l'exiguïté du laboratoire dont l'extension est prévue dans le cadre de la convention de financement cf. 21
	Définition d'un programme d'activités pour améliorer les capacités de la CGF	Signature d'une convention de financement avec l'ISAR (MINIRENA & CTB) démarrage des activités en octobre 2009	

Résultats et activités	Activités 2009 programmées en T4 2008	Réalisations	Commentaires
Résultat 3: "Les actions de valorisation du bois et d'économie d'énergie sont promues"			
22- Diffusion de techniques performantes d'utilisation du bois, de carbonisation et de substitution	Recensement des besoins en formation et préparation de la formation des charbonniers	Lancement par le MININFRA/Énergie d'un AAO pour le recrutement d'un opérateur en charge de la diffusion de techniques améliorées de carbonisation (en cours de dépouillement en décembre)	
	Élaboration d'une stratégie de marketing pour la diffusion de foyers améliorés à charbon de bois et à bois (CN)	Lancement par le MININFRA/Énergie d'un AAO pour le recrutement d'un opérateur en charge de la diffusion de foyers améliorés (en cours de dépouillement en décembre)	
	Contractualisation avec des artisans producteurs et lancement d'une campagne de démonstration et de vente des FA à Kigali et dans les 6 districts pilotes		
23- Création et accompagnement des marchés ruraux de bois/charbons	RAS (cf. 0 & 16)		Nécessité d'institutionnalisation et de reconnaissance des organisations locales de commercialisation du bois et charbon de bois

3.2- Analyse de la planification des activités

Résultat 1 : Renforcement des capacités institutionnelles aux différents niveaux

D'une manière générale le retard dans la mise en œuvre des activités d'appui institutionnel prévues dans le DTF n'est pas imputable au projet et résulte en grande partie de la faiblesse du partenaire institutionnel.

- La mise en œuvre des appuis institutionnels se heurte à une organisation encore très partielle du NAFA qui ne possède que quelques cadres contractuels. Cette situation constitue une difficulté et un risque majeur en terme d'appropriation des outils d'aide à la décision que le projet est censé développer (SDA, SIEP). En l'absence de données (SIEP), la création d'un site WEB pour le NAFA n'a pas été à l'ordre du jour d'autant plus que le MINIRENA disposait d'un site propre.
- En l'absence de cadres forestiers au niveau du Ministère, le directeur d'Intervention est largement sollicité par les autorités comme conseiller, ce qui s'explique par les responsabilités de Directeur des Forêts qu'il a occupé jusqu'à ce qu'il a été nommé DI du PAREF. Ainsi, il participe aux réunions hebdomadaires des cadres du ministère, accompagne le Ministre dans certaines missions sur le terrain et élabore ou coordonne la rédaction de rapports et missions techniques pour le compte du ministère, notamment dans le cadre des accords de coopération (FAO, UNCCD)
- Les documents de stratégie et de planification du NAFA ne sont pas encore disponibles et cela pénalise fortement la visibilité du secteur et celle des appuis du projet à l'institution.
- Les conditions de travail au niveau du NAFA ne permettent pas d'être efficace: les bureaux disponibles sont largement insuffisants, l'environnement est extrêmement bruyant de par la localisation du bâtiment et les coupures d'électricité sont fréquentes.
- Le nombre réduit de consultants forestiers nationaux constitue un facteur limitant pour la conduite simultanée des études programmées par le projet (Monographie, Guide sylvicole, Genre et foresterie, PAFD de Gicumbi, Manuel d'agroforesterie, éducation environnementale orientée sur la foresterie).
- Dans le cadre de l'organisation de la semaine de l'arbre, le projet a financé des spots publicitaires sur plusieurs radios et panneaux d'affichage ainsi que des reportages télévisés sur les manifestations officielles. La proposition du projet visant à l'édition de posters pour la promotion de la diversification des espèces utilisées dans les reboisements n'a pas été jugée pertinente par le NAFA. Il est dommage que la communication ne soit perçue que sous l'aspect médiatique de courte durée (spots radios et reportages). L'utilisation de supports comme les affiches et posters dans les écoles et administrations locales donnerait une dimension plus durable. L'efficacité de ce genre de campagne médiatique mériterait d'être étudiée par rapport aux principaux acteurs actuels et futurs de la gestion des ressources forestières que sont les populations rurales et les scolaires.
- L'absence de locaux n'a pas permis la mise en place du centre de documentation forestière ainsi que le recensement et le classement de la documentation du service forestier stockée de puis la fin de la guerre au niveau du Minagri. Le projet a pu obtenir en novembre un local au niveau du MINAGRI (anciens locaux du PAFOR) pour stocker la documentation et a procédé en décembre à un appel à candidature pour le recrutement d'un documentaliste et d'un technicien qui devraient réaliser le recensement de cette documentation sous forme d'une base de données compatible avec celle mise en place par le projet PASNVA au niveau du CICA pour la gestion de sa documentation.

- La mise en place par le projet d'un cadre de concertation entre acteurs du secteur forestier n'a pas été effectuée au niveau central. Par contre, à l'issue d'une réunion organisée en novembre par le MINIRENA (Cluster du secteur forestier), les participants ont recommandé de mettre en place un forum national des parties prenantes dans la gestion du secteur. Celui-ci devra constituer un cadre d'échange d'idées, d'opinions et d'expériences sur des sujets d'actualité en rapport avec la gestion du secteur. Le projet a soutenu l'idée d'appuyer ce forum.
- Les districts et secteurs ont contribué au recensement des acteurs des filières forestières. À partir de ce recensement, le Joint Action Forestier pourra être mis en place pour cibler les acteurs par domaine d'activité (pépiniéristes, bûcherons, charbonniers, scieurs, etc.).

Résultat 2 : Les ressources forestières des 6 districts sont augmentées, diversifiées et leur gestion améliorée

- Dans la zone d'intervention du projet, seul le district de Gicumbi ne disposait pas encore d'un bailleur de fonds pour le financement de son PAFD. Le projet a donc recruté un opérateur qui a obtenu une prolongation de délai d'exécution pour remettre le PAFD début 2010.
- Le processus d'élaboration des PAFD est trop avancé pour que le projet puisse contribuer de façon significative à l'amélioration de leur contenu qui s'avère le plus souvent peu fiable et faible sur le plan l'aménagement forestier et de la cartographie¹. C'est pourquoi le projet a commandité une étude (CI) pour élaborer un guide technique et méthodologique pour la mise en œuvre des PAFD à travers des plans de gestion pour les forêts publiques (forme simplifiée et opérationnelle des PAFD). Cette étude démarrera en janvier 2010 et permettra de mettre en œuvre les PAFD en limitant les risques liés à la mise en œuvre des PAFD par les entités décentralisées. Il est d'ores et déjà certain que la mise en œuvre de ces PAFD sera conditionnée par la réalisation de travaux "d'actualisation" portant sur l'évaluation des ressources forestières publiques.
- Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des PAFD, le projet financera la mise à disposition des districts d'une assistance technique nationale (ATN) pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion. Cette ATN sera formée après approbation du guide par le NAFA, dans le cadre de la CI mentionnée au point 15 ci-dessus. L'activité n'a donc pas été initiée. Cet aspect constituera sans aucun doute un apport technique et méthodologique majeur en terme de gestion forestière décentralisée pour la foresterie rwandaise.
- A l'entrée en service des superviseurs de zone (février 2009) les districts avaient déjà procédé à l'identification et au recensement des besoins prioritaires en matière de reboisement pour une superficie globale de près de 1.700 ha. Il a toutefois été constaté a posteriori que la planification proposée par les districts n'avait pas été effectuée de façon participative que ce soit en terme d'identification des sites d'intervention que dans le choix des espèces à produire. Le projet a pour cette raison obtenu du SMCL pour 2010 de mettre en place des appels à propositions de micro-projets de reboisement au niveau des districts pour renforcer la participation et l'appropriation des réalisations par les bénéficiaires. La procédure sélectionnera des projets différents avec des promoteurs privés sur une base qualitative et pas seulement financière.
- D'autre part, dans le contexte de pénurie en ressources humaines des districts et en l'absence des agents du NAFA, la stratégie du projet de confier aux districts le recrutement

¹ Nouvel indicateur des lacunes du secteur forestier, ce sont les districts qui valident les PAFD alors qu'ils ne disposent pas des compétences techniques pour le faire.

des opérateurs de reboisement a montré ses limites en terme d'efficience. D'une part le recrutement des opérateurs se fait essentiellement sur base de l'offre la moins disante et d'autre part, le suivi par les techniciens de districts est quasi inexistant. La majorité des opérateurs sont en fait des entrepreneurs qui ne sont pas intéressés par l'appropriation des réalisations par les bénéficiaires (publics ou privés). La qualité des travaux de production de plants et de plantation par les opérateurs est jugée moyenne à insuffisante !

- Le bilan de la campagne programmée en novembre (57%) est encore partiel dans la mesure où les activités de plantation ont dû être retardées à cause (i) du retard enregistré dans la mise en place des pépinières et de l'indisponibilité de plants matures, et/ou (ii) de la mauvaise pluviométrie enregistrée pendant la saison pluvieuse du 4^{ème} trimestre 2009.

PLANIFICATIONS ET REALISATIONS PHYSIQUES

PAREF BE	Objectifs 2009		Réalisations au 31/12/2009					Perspectives T1 2010		
DISTRICTS	Sup. (ha)	Plants à produire	Sup. plantée (Ha)	% Exéc	Plants mis en terre	% Exéc	Plants disponibles	Sup. à planter en T1 (Ha)	Cumul planté (ha)	% Exéc.
GAKENKE	258	343 205	86,0	33%	125 920	37%	160 974	121	207	80%
GICUMBI	460	423 500	35,0	8%	40 160	9%	237 600	258	293	64%
RULINDO	256	167 529	246,0	96%	240 020	143%	52 015	10	256	100%
Sous-total Zone Nord	974	934 234	367	38%	406 100	43%	450 589	282	649	67%
BUGESERA	140	246 752	130,3	93%	208 672	85%	42 512	10	140	100%
KIREHE	250	440 000	117,6	47%	162 951	37%	134 753	77	195	78%
NGOMA	377	364 258	362,1	96%	349 394	96%	45 477	14	376	100%
Sous-total Zone Est	767	1 051 010	610	80%	721 017	69%	222 742	139	749	98%
TOTAL PAREF BE	1 741	1 985 244	977	56%	1 127 117	57%	673 331	421	1 398	80%
Taux de réalisation			56%		57%		34%			
Taux de réalisation escompté - fin mars 2010								24%		80%

- La mise en place des GGF n'a pas été initiée en raison (i) des retards liés à l'actualisation de la Loi Forestière qui doit institutionnaliser leur existence et (ii) du report de la mise en oeuvre des PAFD (non exécutables en l'état actuel).
- Le programme d'éducation environnementale a fait l'objet de plusieurs réflexions avec l'équipe du projet. Il a été retenu que le programme mettra l'accent sur l'éducation à la forêt, le REMA étant plus en charge de l'environnement. Les activités de pépinières et de reboisement devront être identifiées au niveau des districts, le projet préférant (i) concevoir un manuel pédagogique de sensibilisation sur les rôles et fonctions de la forêt au Rwanda et (ii) former les enseignants à l'utilisation de celui-ci.
- La convention d'appui à la CGF de l'ISAR a pris 9 mois de retard imputable à la lenteur des procédures liées à la signature de la convention et à l'ouverture du compte spécifique. Les activités ont démarré en octobre. L'ISAR a effectué une mission d'évaluation des activités des pépinières afin de préparer un programme de formation approprié.

Résultat 3 : promotion des actions de valorisation du bois et d'économie d'énergie

- Un AAO ayant été lancé par le MININFRA pour le recrutement d'un opérateur chargé de l'amélioration des techniques de carbonisation et la diffusion des techniques performantes d'utilisation du bois et charbon de bois. L'objectif du MININFRA est de profiter de l'expérience des pays comme le Kenya qui a pris une certaine avance dans ces domaines. Le souhait du projet de collaborer avec le département en charge de l'énergie du MININFRA, ce qui explique le report de cette activité.

4- BILAN DES FINANCES

4.1- Aperçu des dépenses par rapport au planning financier

Le tableau qui suit présente les dépenses du projet en 2009 et le taux d'exécution budgétaire par résultat et par ligne budgétaire en fonction de la planification budgétaire effectuée en février 2009 (Q1_2009).

4.2- Analyse du planning financier

Taux d'exécution global de 55% par rapport à la planification de Q1_2009 s'expliquant par :

<p>➡ A 01 (18%) ⬅ programmation trop ambitieuse des appuis institutionnels au regard du caractère encore peu opérationnel du partenaire institutionnel (NAFA) au niveau central et décentralisé, ce qui a conduit au report d'un certain nombre d'activités suite à l'évaluation des risques de non appropriation (SDA, SIEP, Centre de documentation, formation des cadres du NAFA, etc.)</p> <p>➡ A 02 (54%) ⬅ Manque de personnel sur le terrain (districts et NAFA), les superviseurs de zone du projet ayant pris service en février ➡ Difficultés d'obtenir des objectifs opérationnels fiables et réalistes pour la programmation de la part des districts (car pas de techniciens forestiers au niveau des districts) + non mise en œuvre des PAFD</p> <p>➡ A 03 (0%) ⬅ Report du programme foyers améliorés et carbonisation pour travailler en 2010 avec MININFRA (en charge de l'énergie) + Report en 2010 de la <i>baseline study</i> en raison du manque de données fiables existant sur le secteur forestier (étude lancée par le MINIRENA pour le PFN – cf. A01_01- mais qui a pris du retard)</p> <p>➡ NB ➡ La différence entre le niveau des dépenses de Q4 par rapport à Q1 (697.360) et à Q4 (714 892) résulte de ce que la ligne budgétaire Z_02_05 a été créée après Q1 (17 541 € = voiture Delco)</p>	PF 2009 version Q1 (EUR)
	1 310 810
	Exécution 2009 (EUR)
	714 892

Ligne * Budgétaire	PF 2009 version Q1 (EUR)	Exécution 2009 (EUR)	Réf. Marché Public / Contrat / Convent.	Explication spécifique
A01_01	46 000	13 070	RWA 501	Le fonds d'appui au NAFA n'a pas été mobilisé comme prévu (pas de demande) et l'expression des besoins en équipement informatique a pris du retard en raison de l'absence de personnel NAFA – Le processus d'actualisation de la loi forestière n'a pas progressé comme prévu -
A_01_02	39 000	19 510		Le marché portant sur l'élaboration de la stratégie de communication du secteur forestier a dû être relancé (validation prévue en Q1_2010). L'absence de staff technique du NAFA sur le terrain a limité l'organisation des ateliers IEC
A_01_03	37 000	170		La mise en place du SIEP est reportée car il n'y a pas d'information disponible, ce qui constitue un préalable pour l'implantation d'un tel système
A_01_04	40 000	0		Report de la réalisation du SDA (i) en l'absence de données fiables sur les ressources forestières et (ii) en raison de la réalisation d'un travail cartographique consistant à localiser les zones d'approvisionnement et de demandes en bois à l'échelle nationale par le FAO (WISDOM) qui a pris aussi du retard. Le PAREF devait participer pour évaluer la contribution des arbres hors forêts à travers une convention mais cela n'a pas été possible suite aux difficultés rencontrées par le projet FAO pour mobiliser les compétences techniques nécessaires).

Ligne * Budgétaire	PF 2009 version Q1 (EUR)	Exécution 2009 (EUR)	Réf. Marché Public / Contrat / Convent.	Explication spécifique
A_01_05	40 000	9 990		Retard dans la mise en œuvre des études résultant du manque de compétences disponibles pour les mener à bien (1 étude = Monographie des essences (agro-) forestières validée en Q4 mais rapport final attendu en janvier_2010) - 2 études (Genre et foresterie et Guide de gestion sylvicole) seront validées en Q1_2010 et une 4 ^{ème} reportée en Qx 2010
A_01_06	39 950	340		Pas de locaux disponibles pour ranger et classer la documentation forestière stockée depuis 1994 au MINAGRI
A_02_01	78 250	20 570	RWA 444 RWA 493	Seul le PAFD de Gicumbi était encore à élaborer (Validation reportée en Q1_2010) – Vu la faible qualité des PAFD élaborés par les autres partenaires (FAO, PAFOR/BAD et DEMP/PB) et avant de concevoir une méthode d'actualisation, le projet a commandité pour Q4 une CI pour élaborer un guide de mise en œuvre (reportée en Q1-2010) – Actualisation reportée en 2010 en fonction des résultats de la CI.
A_02_02	132 000	8 080	RWA 466	Achat de GPS pour appuyer la mise en œuvre des PAFD – La mise en œuvre des PAFD n'a pas démarré en raison des explications données pour A_02_01 – reporté en Q2_2010
A_02_03	273 620	122 410	Conventions Districts	Manque de maîtrise de la répartition des superficies à traiter et des coûts opérationnels entre les reboisements sur terrain publics (+ chers) et les reboisements sur terrains privés (- chers) – Manque de réalisme des propositions venant des districts
A_02_04	139 450	87 680	Convention ISAR RWA 466	Retard dans le démarrage des activités de l'ISAR (6 mois pour l'ouverture du compte spécifique) et réduction du montant du budget annuel (38 600 au lieu de 45 000) L'équipement et la construction des magasins au profit des pépiniéristes privés, annulés en raison de l'approche retenue (DAO) pour la production des plants (27 600) Report du programme d'éducation environnementale (12 500) Appui non prévu à l'ISAR pour l'organisation de la réunion de l'OCDE sur le commerce des semences forestières (\pm 2.000 euros)
A_03_01	37 500	0		Report du volet diffusion des foyers améliorés et amélioration des techniques de carbonisation en 2010 en relation avec Département Énergie du MININFRA
A_03_03	35 000	0		Report de l'étude de baseline study (10 000) et des campagnes de sensibilisation (25 000) Un remaniement est prévu pour transférer les fonds sur A_01_02 (animation des cadres de concertation)

* Pour les lignes dont la différence entre programmation et exécution > 10.000 euros

5- SUIVI DES INDICATEURS

- ➡ L'étude portant sur l'établissement de la situation de référence des principaux indicateurs d'effet et de résultat n'a pas encore été réalisée faute de données fiables à l'échelle nationale. Des études de référence sont en cours au niveau du NAFA pour permettre l'élaboration du PFN.
- ➡ D'autres part, plusieurs études seront commanditées en 2010 sur les 2 projets PAREF (Be & Pb) qui vont contribuer à l'établissement de la situation de référence de plusieurs indicateurs stratégiques (couverture forestière, patrimoine forestier public, consommation en combustibles ligneux et utilisation des foyers améliorés par les ménages). Ces informations devront alimenter un SIEP.

5.1- Objectif spécifique

La dégradation quantitative et qualitative des ressources forestières est maîtrisée et les besoins du Rwanda en produits forestiers sont mieux assurés

Indicateurs d'effet	Évolution
- L'exploitation et les reboisements s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des Plans d'Aménagement Forestier des 6 districts (PAFD)	La mise en œuvre des PAFD n'a pas encore commencé.
- Augmentation d'au moins 5% de la superficie boisée dans les 6 districts	Réalisation de 328 ha (T4_2008 + T1/2009) Réalisation de 977 ha en T4/2009 Perspectives de 421 ha à planter en T1/2010 Bilan provisoire de 1.398 ha pour 2009
- Évolution du volume de bois commercialisé dans le cadre d'une exploitation contrôlée	La loi forestière n'a pas encore été actualisée et le système de contrôle forestier pas encore mise en place
- Diversification et adaptation des espèces utilisées dans les reboisements par rapport aux conditions écologiques et aux objectifs sylvicoles (protection / production)	___ Espèces utilisées en 2009 ___ Espèces utilisées en 2010
- Augmentation du nombre de Partenaires Techniques & Financiers (PTF) dans le secteur forestier	Engagement des Pays-Bas pour le secteur forestier en relation avec la production de bois énergie (PAREF Pb + Catalyst) Formulation d'un projet d'appui au MINIRENA sur financement de la coopération suédoise (SIDA)
- Montant et typologie des investissements publics et privés consentis dans le secteur forestier en relation avec le Plan Forestier National (PFN)	Processus PFN non encore abouti Division of labour en cours pour les secteurs d'intervention
- Augmentation du nombre d'acteurs actifs dans le secteur forestier	La nouvelle loi forestière devrait instituer le transfert de la gestion des forêts publiques au secteur privé ou à des groupements de gestion et ainsi permettre la professionnalisation des acteurs
- Augmentation du taux d'utilisation des foyers améliorés par les ménages dans les principales villes	RAS
- Sécurisation du niveau d'approvisionnement des ménages en énergie domestique	RAS

5.2- Résultats

Résultat 1- "Les capacités institutionnelles depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé sont renforcées"

Indicateurs d'effet	Évolution
R1.1- Le NAFA/MINIRENA dispose d'outils d'aide à la décision pour la gestion durable et décentralisée des ressources forestières :	
(1) le Plan d'Action Forestier National est approuvé par le MINIRENA, doté des indicateurs avant la fin du Programme et vulgarisé au niveau des districts	Études de base/référence en cours (NAFA/MINIRENA) pour l'élaboration du PFN
(2) la méthodologie d'élaboration des SDA en bois est adoptée et le SDA en bois de Kigali est validé	Reportée en raison de l'indisponibilité de données cartographiques sur le couvert forestier (actualisation prévue en 2010)
(3) 7 études et enquêtes destinées à compléter les connaissances du secteur forestier sont réalisées et leurs résultats diffusés	1 étude finalisée (Monographie) 2 études en cours (Guide sylvicole et Genre et foresterie) Sélection d'un consultant pour une étude sur la restructuration du FFN Total : 4 études en cours sur les 7 prévues
(4) un SIEP couplé à un SIG opérationnel avec des infos complètes et fiables	Reporté en raison de l'indisponibilité de données complètes et fiables
(5) le fonds forestier national (FFN) est restructuré et les fonds forestiers de districts (FFD) sont opérationnels et permettent le financement de la mise en oeuvre du PFN et des PAFD	Cf (3) – Étude FFN
(6) Le cadastre forestier est créé	RAS (Activité identifiée comme prioritaire en 2010 par le nouveau Ministre) Pas de budget sur PAREF 1 – Possibilité d'un co-financement avec NAFA
R1.2- Le NAFA/MINIRENA dispose d'outils de communication performants :	
(7) un centre de documentation riche, accessible avec un système d'archivage sur supports numériques	Avis de recrutement d'un documentaliste et technicien pour le recensement de la documentation lancé Pas de locaux disponibles
(8) un site WEB régulièrement actualisé, donnant accès à une information pertinente, diversifiée et attractive pour les partenaires techniques et financiers	RAS
(9) de la documentation (e.a. dépliants, posters) portant sur la gestion décentralisée et durable des ressources forestières diffusés au niveau des districts et secteurs	Dépliant sur le PAREF
(10) un cadre de concertation regroupant de façon régulière les acteurs du secteur forestier au niveau des districts et au niveau central	Mise en place des JAF au niveau district en décembre Rencontre des acteurs du secteur forestier (Cluster forêt en novembre) – Demande d'appui à la CTB pour l'animation du cluster group forêt envisagée par NAFA
R1.3- Les capacités des ressources humaines ont été renforcées au niveau central et décentralisé et les moyens de fonctionnement mis à disposition pour permettre au NAFA d'assumer ses tâches :	
(11) Les agents du NAFA ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités	Formation des membres de la CPM au RIAM Voyage d'études à l'ISAR
(12) Les agents administratifs et techniques des districts et secteurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités	Pas d'agents du NAFA au niveau district Appui aux 6 chargés de l'environnement pour la planification et le suivi des activités de plantation Modification de l'organigramme des districts portant sur le personnel chargé des forêts (suppression du poste)

Indicateurs d'effet	Évolution
(13) Un fonds d'appui pour l'équipement et le démarrage des activités	Appui pour le financement des ateliers et activités de communication (13.000 €) + attribution d'un marché d'équipements informatiques – Une partie du DAO doit être relancée.

Résultat 2- "Les ressources forestières dans districts pilotes retenus (3 dans la Province du Nord et 3 dans la Province de l'Est) sont augmentées et diversifiées et leur gestion est améliorée"

Indicateurs de résultats	Évolution
(14) Nombre de PAFD élaborés et validés de façon participative	Appui pour la validation des PAFD de Kirehe, Rulindo et Gakenke PAFD de Gicumbi en cours de finalisation
(15) Nombre de plans simplifiés de gestion forestière élaborés et mis en œuvre sur 10.000 ha dans le cadre de la mise en œuvre des PAFD	CI sélectionné pour l'élaboration d'un guide technique et méthodologique pour l'élaboration des plans de gestion (qui permettront la mise en œuvre des PAFD)
(16) 2.000 ha de reboisement divers réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des PAFD	329 ha en T4 2008/ T1 2009 Réalisation de 977 ha en T4/2009 Perspectives de 421 ha à planter en T1/2010 Bilan provisoire de 1.398 ha pour 2009
(17) Nombre de GGF créés, formés et agréés	RAS (besoins d'institutionnaliser ces acteurs dans la Loi Forestière)
(18) Nombre de pépinières équipées et de pépiniéristes formés	RAS car pépiniéristes recrutés dans le cadre de marchés publics – Mise en place des appels à projet de reboisement par des petits promoteurs qui seront appuyés et formés (2010)
(19) 45 écoles ont bénéficié d'un programme d'éducation environnementale	RAS – Pas d'opérateurs recensés après AMI ayant une expérience valable en la matière
(20) Améliorations des capacités de l'ISAR en matière de fourniture de semences forestières diversifiées et d'origine contrôlée	Équipement du laboratoire de la CGF livré MOU pour le financement des activités de la CGF
(21) Nombre de fiches techniques agroforestières produites par l'ISAR	A mettre en œuvre dans le cadre de la convention de 3 ans avec l'ISAR

Résultat 3: "Les actions de valorisation du bois et d'économie d'énergie sont promues"

Indicateurs de résultats	Évolution
(22) 36 charbonniers formés et ayant adopté la meule casamançaise	Recensement de 461 charbonniers dans les 6 districts – Une sélection devra être réalisée en fonction du niveau de maîtrise technique
(23) Nombre de modèles de foyers améliorés sélectionnés, fabriqués et vendus par les artisans formés	Principe retenu de travailler avec le MININFRA – 310 personnes formées en techniques de fabrication de foyers améliorés - Une sélection devra être réalisée en fonction du niveau de maîtrise technique et du type de foyer
(24) Nombre de marchés ruraux de bois/charbons créés et fonctionnels	RAS – La loi devrait instituer les organisations professionnelles pour la commercialisation du bois et de charbon de bois
(25) Nombre de campagnes de sensibilisation mises en œuvre	Appui au NAFA pour la semaine de l'arbre : campagne radiodiffusée + écrans publics Stratégie et plan de communication au profit du secteur forestier en cours d'élaboration

5.3- Évolution des indicateurs

Indicateurs du résultat 1

- ➡ L'évolution des appuis institutionnels est difficilement mesurable sur une période aussi courte dans la mesure où un certain nombre de préalables sont nécessaires, comme l'actualisation de la Loi Forestière qui doit confirmer les orientations politiques concernant le transfert de la gestion des ressources forestières au secteur privé, le recrutement du personnel du NAFA (créé depuis juin 2008) et la mise à disposition d'un certain nombre d'informations de base sur le secteur, qui doivent permettre l'élaboration du PFN. Or ces conditions ne sont pas encore réunies.

Indicateurs du résultat 2

- ➡ Le PAFD de Gicumbi est en bonne voie de finalisation et devrait considérablement améliorer le contenu et la fiabilité des informations sur les ressources forestières du district.
- ➡ La mise en œuvre des PAFD ne peut commencer car le contenu des documents disponibles pour les 5 autres districts n'est pas opérationnel, manque de contenu technique et présente des risques majeurs de surexploitation. Le projet a donc commandité une CI pour élaborer un guide technique et méthodologique pour l'élaboration de plans de gestion forestière simplifiés qui mettront en avant les critères d'exploitation durable et économique des peuplements et donneront une vision des mesures à mettre en œuvre pour retrouver une structure équilibrée des peuplements au terme des 20 prochaines années.
- ➡ Le projet va atteindre 86% des objectifs quantitatifs de plantation visés (2.000 ha). Une amélioration qualitative (taux de reprise de 47% de la 1^{ère} campagne et diversification accrue des espèces) doit encore être mise en œuvre, notamment pour améliorer l'appropriation des réalisations par les bénéficiaires.
- ➡ Les appuis à la CGF sont en cours de réalisation (équipements livrés et financement d'un certain nombre d'activités).

Indicateurs du résultat 3

- ➡ Avec la stratégie de communication et le plan d'action en cours de finalisation, les campagnes de sensibilisation pourront être mieux programmées et plus efficaces ... Comme l'étude de référence, les aspects de communication devraient être transférés dans le résultat 1 au niveau des outils de communication du NAFA.
- ➡ Relativement à la baseline study, le fait de communiquer aux partenaires du projet l'évolution de ses indicateurs constituerait outre les aspects de participation, un plus pour l'intégration du projet au sein du NAFA et un exemple à suivre pour le NAFA en terme de communication sur les avancées du secteur forestier.

6- APPRÉCIATION DES CRITÈRES DE SUIVI

6.1- Efficience

La relecture du cadre logique a permis de préciser les activités devant contribuer à l'atteinte des résultats et ainsi de créer les conditions d'une bonne efficience du projet. Le tableau ci-dessous présente les éléments permettant d'expliquer le manque d'efficience en terme de respect du chronogramme de mise en œuvre des activités et d'identifier les perspectives d'amélioration en vue d'atteindre les résultats escomptés sur les plans quantitatifs et qualitatifs.

Vu les retards constatés aujourd'hui dans la mise en œuvre, tous les résultats ne pourront être atteints à l'issue de la période d'exécution du projet.

Appréciation de l'efficience	Perspectives d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de la composante néerlandaise du PAREF a considérablement alourdi la charge de travail de la direction du projet. Comme le projet n'a pu recruter de cadres forestiers pour les 3 postes créés au niveau de l'UGP avec l'arrivée de ce financement additionnel, la plupart des aspects techniques ne peuvent être délégués. Cela retarde et pénalise la mise en œuvre des activités depuis la conception, l'élaboration des TDR jusqu'au suivi-évaluation technique. Le manque de disponibilité du DI qui consacre beaucoup de temps à appuyer le Ministère, constitue un facteur aggravant. 	<ul style="list-style-type: none"> A court terme, ce problème ne pourra pas être résolu sans la mobilisation d'une expertise extérieure internationale sous forme de missions d'appui à court ou moyen terme (consultants et/ou ATI supplémentaire).
<ul style="list-style-type: none"> Au niveau des appuis institutionnels, les activités destinées à l'élaboration des outils d'aide à la décision et au renforcement des capacités ont été reportées en raison du manque de ressources humaines disponibles au niveau du NAFA, à même d'assurer l'appropriation des outils qui doivent être mis en œuvre (SDA, SIEP, centre de documentation). 	<ul style="list-style-type: none"> Le recrutement du personnel du NAFA au début 2010 permettra d'impliquer le bénéficiaire dans le processus de mise en œuvre des appuis institutionnel. Pour renforcer les capacités du secteur forestier en général et celles du NAFA en particulier, le projet a lancé une étude destinée à élaborer une stratégie et un plan d'action en matière de communication. L'étude portant sur la monographie des espèces forestières recommandables dans les activités de reboisement et d'agroforesterie par zone agroécologique du Rwanda, constitue un outil majeur pour aider les techniciens des districts et des secteurs, dans le choix et la diversification des espèces ligneuses à utiliser.

Appréciation de l'efficience	Perspectives d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> La rareté des compétences disponibles sur le marché local pour la conduite des études forestières et le fait que celles-ci sont sollicitées par plusieurs partenaires, constituent un goulot d'étranglement pour la conduite des activités selon le calendrier prévu. Toutefois, le projet estime que la qualité du contenu de ces études reste prioritaire par rapport au respect strict des délais contractuels. 	<ul style="list-style-type: none"> A court terme, ce problème ne pourra pas être résolu sans la mobilisation d'une expertise extérieure internationale sous forme de missions d'appui à court ou moyen terme (consultants et/ou ATI supplémentaire).
<ul style="list-style-type: none"> Les superviseurs de zone sont de jeunes ingénieurs sans expérience qui n'ont pas suffisamment d'ascendant sur les districts. 	<ul style="list-style-type: none"> Développer les outils de suivi-évaluation et la formation technique sur le tas notamment avec l'appui de l'assistant junior. Augmenter la fréquence des missions d'appui aux superviseurs de zone de la part de l'UGP.
<ul style="list-style-type: none"> Dans plusieurs cas, les procédures de marchés ont entraîné et le paiement de l'avance au démarrage des opérateurs par les districts s'est fait avec beaucoup de retard, ce qui a été à l'origine d'un lancement trop tardif des pépinières et par voie de conséquence, a conduit au report des plantations prévues, du 4^{ème} trimestre jusqu'au 1^{er} trimestre 2010. Ce glissement des plantations de la petite saison des pluies vers la grande saison des pluies constitue un risque pour la réussite des plantations. En effet, les plants ayant été plantés en octobre et novembre bénéficient après la courte saison sèche de décembre et janvier d'une saison des pluies prolongée de février à mai, ce qui permet aux plants de mieux résister à la longue saison sèche qui s'étend de juin à septembre. 	<ul style="list-style-type: none"> Intensifier les contacts avec les responsables financiers des districts. Mettre en place un dispositif de contrôle et de suivi-évaluation des opérateurs (Superviseurs de zone, ISAR, agronomes de secteur, animateurs forestiers).
<ul style="list-style-type: none"> L'approche "opérateurs" pratiquée par les districts pour la mise en œuvre des marchés de reboisement n'est pas efficiente car bien souvent, les opérateurs ne respectent pas les normes techniques minimales généralement admises (sous-traitance mal contrôlée et manque de suivi technique). 	<ul style="list-style-type: none"> Introduire dans les contrats des opérateurs des critères de ressources humaines (techniciens) et des exigences techniques (chronogramme, espèces à produire, normes techniques de production des plants, des trouaisons, de désherbage, de regarnissage, etc.).

Appréciation de l'efficience	Perspectives d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> Les capacités de planification et de suivi des districts sont très faibles et le reportage ne suit pas, ce qui limite les capacités de réaction du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des ateliers trimestriels de suivi-évaluation techniques. Introduire les activités du projet dans les contrats de performance des districts. Préciser les dates butoirs pour le démarrage des activités de pépinières. Sur base de l'insuffisance de la prise en compte des besoins des populations en matière de reboisement, le projet a mis en place un mécanisme d'appel à micro-projets de reboisement.
<ul style="list-style-type: none"> L'amélioration du contenu des 5 PAFD (Gakenke, Rulindo, Bugesera, Ngoma et Kirehe) élaborés avec l'appui d'autres partenaires (PAFOR, DEMP, FAO) constitue un préalable pour leur mise en oeuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et valider un guide technique et méthodologique pour l'élaboration des plans de gestion permettant la mise en œuvre des PAFD. Évaluer le contenu des PAFD élaborés et déterminer les activités à entreprendre pour en améliorer le contenu et pouvoir élaborer les plans de gestion. Mobiliser une AT nationale après formation sur l'utilisation du guide de gestion sylvicole pour venir en appui aux districts dans le cadre de la mise en œuvre des PAFD. Déterminer les activités techniques prioritaires/faisables en 2010 dans le cadre de la mise en œuvre de ces PAFD.

6.2- Efficacité

Le tableau ci-dessous illustre dans quelle mesure les résultats attendus sont en voie d'être atteints, s'ils vont contribuer à l'atteinte de l'objectif spécifique et si les bénéficiaires pourront les utiliser de façon appropriée.

Appréciation de l'efficacité	Perspectives d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> Il est encore trop tôt pour mesurer les indicateurs de l'objectif spécifique eu égard aux spécificités des actions de reboisement qui s'inscrivent dans le long terme et au niveau encore très partiel de l'atteinte des résultats attendus. 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser les études de références complémentaires à celles qui sont en train d'être conduites sous la supervision du NAFA dans le cadre de l'élaboration du PFN.
<ul style="list-style-type: none"> Le renforcement des capacités de l'institution partenaire et l'appropriation des appuis par l'institution bénéficiaire ne pourra être effective qu'à partir du moment où son staff sera recruté et mis en place. 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les besoins en formation des agents qui seront recrutés, élaborer un programme de formation et appuyer sa mise en œuvre.
<ul style="list-style-type: none"> Le manque de personnel forestier et le manque de qualifications limite l'efficacité du projet sur le terrain (suivi technique). 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la formation sur le tas des agents forestiers du NAFA dès leur affectation au niveau des districts dans le cadre de la mise en œuvre de l'intervention.
<ul style="list-style-type: none"> La planification top-down effectuée par les districts en matière d'agroforesterie limite la participation des bénéficiaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Voir dans l'efficacité la mise en place de la formule des appels à projet.

6.3- Durabilité

Appréciation de la durabilité	Perspectives d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> Il ne peut y avoir de durabilité des interventions sans appropriation des appuis par le partenaire institutionnel. 	<ul style="list-style-type: none"> Avec le recrutement du personnel au niveau central, responsabiliser les agents du NAFA pour le suivi des appuis institutionnels fournis par le projet en fonction des secteurs d'intervention: loi forestière, PFN, agroforesterie, aménagement, cartographie, transformation, etc.
<ul style="list-style-type: none"> L'amélioration du cadre institutionnel de la gestion décentralisée des forêts est un élément essentiel pour la durabilité. 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet a apporté lors des réunions de concertation en vue d'actualiser la loi forestière une contribution portant sur les enjeux liés à la gestion décentralisée des ressources forestières, à savoir: (i) les mécanismes de financement (FFD et fiscalité sur la commercialisation du bois énergie), (ii) le contrôle forestier et (iii) les modalités contractuelles du transfert de la gestion des forêts publiques au secteur privé.

Appréciation de la durabilité	Perspectives d'amélioration
<ul style="list-style-type: none"> • La durabilité des réalisations physiques est conditionnée par les mécanismes incitatifs qui seront mis en place au profit des bénéficiaires (promoteurs et producteurs privés et acteurs des filières) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet doit intensifier la mise en place des mécanismes opérationnels permettant d'assurer la gestion des réalisations (gardiennage et entretien). • Le projet doit assurer le transfert de savoir-faire en matière de production de plants au niveau local pour faciliter l'accès des populations aux plants et donc aux plantations individuelles.

7- MESURES ET RECOMMANDATIONS

Le projet dans son dispositif actuel doit être :

Appréciation	Mesures à mettre en œuvre
Plus efficient	<ol style="list-style-type: none"> 1) Renforcer sa collaboration avec le NAFA pour impliquer celui-ci dans la planification et le suivi-évaluation du projet, assurer l'appropriation et la capitalisation des acquis et des outils d'aide à la décision dont la mise en œuvre est programmée par le projet en 2010 afin de respecter les chronogramme d'activités et d'atteindre les résultats escomptés. 2) Identifier les besoins en formation (i) des agents forestiers au niveau central et décentralisés, (ii) des agents des districts et secteurs et (iii) des opérateurs, élaborer et mettre en œuvre un programme de formation pour améliorer leur contribution dans la gestion des activités du projet.
Plus efficace	<ol style="list-style-type: none"> 1) Réaliser l'étude de référence pour permettre de mesurer l'évolution des indicateurs d'effet et de résultat et appuyer la finalisation du PFN. 2) Favoriser l'émergence des mini-pépinières au niveau local (secteurs et cellules) 3) Développer les actions de communication pour faire connaître et reconnaître les enjeux liés à la gestion économique et durables des forêts et les efforts qui sont en train d'être fait dans le secteur.
Plus durable	<ol style="list-style-type: none"> 1) Veiller de manière accrue à la prise en compte plus globale des besoins en renforcement des capacités et au transfert de compétences au profit des différents bénéficiaires depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé. 2) Appuyer la prise en compte des enjeux liés à la décentralisation dans la finalisation du projet de loi forestière. 3) Appuyer la mise en œuvre des PAFD en mettant en évidence les aspects économiques et veillant aux mécanismes de contrôle et de durabilité.

8- NOUVEAU PLANNING 2010

8.1- Planning des activités de l'année 2010

Résultats attendus	Activités 2010	Responsable	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Lignes budgét. DTF	Budget 2010
Résultat 1 : "Les capacités institutionnelles depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé sont renforcées"																468 033 €
Résultat 1.1 : Le NAFA/MINIRENA dispose d'outils d'aide à la décision pour la gestion durable et décentralisée des ressources naturelles																268 050 €
0-Adoption et mise en œuvre de la Loi Forestière	Appuyer la finalisation du texte de la Loi Forestière	MINIFOM													A 01 01	3 000 €
	Appuyer l'élaboration des supports de vulgarisation de la Loi Forestière	CN													A 01 01	2 000 €
	Appuyer la vulgarisation du texte de Loi Forestière	CN													A 01 01	5 000 €
1- Approbation du Plan Forestier National par le MINIFOM et vulgarisation au niveau des districts d'intervention	Appuyer l'établissement de l'état des lieux du secteur forestier et définir les orientations stratégiques	MINIFOM													A 01 01	0 €
	Appuyer la validation des études de bases du PFN	MINIFOM													A 01 01	0 €
	Appuyer la validation du PFN	MINIFOM													A 01 01	0 €
2- La méthodologie d'élaboration des SDA en bois est adoptée et le SDA en bois de Kigali est validé	Définir les modalités d'accès à la couverture aérienne à haute résolution du pays (2008) commanditée par le NLC	NAFA PAREF													A 01 04	0 €
	Appuyer l'élaboration d'un SDA des villes en combustibles ligneux	PAREF-NAFA													A 01 04	130 000 €
3- Des études et enquêtes destinées à compléter les connaissances du secteur forestier sont réalisées et leurs résultats diffusés	Valider le guide sylvicole + solder marché Monographie	PAREF-NAFA													A 01 05	13 925 €
	Valider l'étude portant sur le genre et la foresterie	PAREF-NAFA													A 01 05	14 125 €
	Commanditer et valider le guide de vulgarisation en agroforesterie	PAREF-NAFA													A 01 05	10 000 €
	Commanditer et valider une étude portant sur l'élaboration de tables de production	PAREF-NAFA													A 01 05	10 000 €
4- Un SIEP couplé à un SIG opérationnel avec des infos complètes et fiables	Appuyer l'élaboration et la mise en place du SIEP (atelier de réflexion, CI/méthodologie + Equipement + CN/exécution)	PAREF-NAFA													A 01 03	70 000 €
5- Le FFN est restructuré et les FFD opérationnels	Commanditer et valider l'étude portant sur la restructuration du FFN et la mise en place des FFD pour le financement de la mise en œuvre des PAFD	MINIFOM-NAFA													A 01 05	10 000 €
6- Le cadastre forestier est créé	Appuyer le recensement et la délimitation des boisements publics	Opérateurs													A 01 01	0 €

Résultats attendus	Activités 2010	Responsable	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Lignes budgét. DTF	Budget 2010
Résultat 1 : "Les capacités institutionnelles depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé sont renforcées"																468 033 €
Résultat 1.2 : Le NAFA/MINIRENA dispose d'outils de communication performants et fiables																90 350 €
7- Une stratégie et un plan de communication sont mis en œuvre	Valider la stratégie de communication du secteur forestier	MINIFOM-NAFA													A 01 02	6 600 €
	Appuyer les actions de communication du secteur forestier														A 03 03	12 000 €
8- Un centre de documentation riche, accessible avec un système d'archivage sur supports numériques	Répertorier la documentation forestière	PAREF													A 01 06	3 750 €
	Appuyer la mise en place d'un centre de documentation (acquisition des équipements + documentaliste)	PAREF-NAFA													A 01 06	35 000 €
9- Un site WEB régulièrement actualisé, donnant accès à une information pertinente et diversifiée	Appuyer la création d'un site WEB MINIFOM/NAFA	Opérateurs													A 01 01	0 €
10- De la documentation (e.a. dépliants, posters) portant sur la gestion décentralisée et durable des ressources forestières diffusés au	Éditer et traduire la monographie des espèces (agro-)forestières en version simplifiée pour diffusion (districts et secteurs)	Opérateurs													A 01 02	3 000 €
	Éditer et traduire le guide sylvicole et le diffuser dans les districts et secteurs	Opérateurs													A 01 02	3 000 €
	Éditer et traduire le guide de vulgarisation en agroforesterie	Opérateurs													A 01 02	3 000 €
11- Un cadre de concertation opérationnel regroupant de façon régulière les acteurs du secteur forestier au niveau des districts et au	Organiser des réunions périodiques au niveau des districts pour la concertation inter acteurs et la diffusion d'informations	CN - PAREF													A 02 02	12 000 €
	Organiser des réunions périodiques au niveau central pour la concertation inter acteurs et la diffusion d'informations	CN - PAREF													A 02 02	12 000 €
Résultat 1.3 : Les capacités des ressources humaines ont été renforcées au niveau central et décentralisé et les moyens de fonctionnement mis à disposition pour permettre au NAFA d'assumer ses tâches																109 633 €
12- Les agents du NAFA du niveau central ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités	Élaborer un programme de formation des agents forestiers du NAFA	NAFA-CN													A 01 01	3 000 €
	Former les agents du NAFA et agents des districts sur les modalités de fonctionnement du FFN & FFD														A 01 01	5 000 €
	Appuyer la mise en œuvre du programme de formation des agents du NAFA	PAREF-CN													A 01 01	30 000 €
13- Les agents administratifs et techniques des districts et secteurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités	Identifier les besoins et appuyer la formation des agents des districts et secteurs dans le domaine de la foresterie et de la GDRF	PAREF-NAFA CN													A 01 02	11 070 €
	Former les autorités des districts sur les modalités de fonctionnement du FFN & FFD														A 01 02	6 000 €
14- Un fonds d'appui est mis à disposition pour l'équipement et le démarrage des activités du NAFA	Acquisition des équipements du NAFA (marché attribué en janvier)	PAREF													A 01 01	29 563 €
	Identification et acquisition des besoins en équipements pour le NAFA	NAFA-PAREF													A 01 01	5 000 €
	Appuyer le démarrage des activités du NAFA	NAFA-PAREF													A 01 01	20 000 €

Résultats attendus	Activités 2010	Responsable	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Lignes budgét. DTF	Budget 2010
Résultat 2: "Les ressources forestières dans districts pilotes retenus (3 dans la Province du Nord et 3 dans la Province de l'Est) sont augmentées et diversifiées et leur gestion est améliorée"																647 301 €
15- Élaboration et validation participative des PAFD	Valider le PAFD de Gicumbi	PAREF-NAFA													A 02 01	16 000 €
	Appuyer la mise à niveau des PAFD de Gakenke, Rulindo, boisement, Kirehe et Ngoma	CN													A 02 01	28 000 €
	Elaborer et valider un guide de mise en œuvre des PAFD	CI													A 02 01	26 700 €
	Multiplier et traduire le guide de MEO/PAFD et former les cadres forestiers à la mise en œuvre des PAFD à travers les PS/GF	Opérateur													A 02 01	10 000 €
16- Mise en œuvre des plans simplifiés de gestion forestière (PS/GF) sur 10.000 ha	Mettre en place un dispositif d'appui aux districts pour la mise en œuvre des PAFD à travers des PS/GF (opérateurs)	PAREF-NAFA													A 02 02	54 000 €
	Appuyer la mise en œuvre des PAFD sur 10.000 ha de forêts publiques dont 1.000 ha de plantations	Opérateurs													A 02 02	176 250 €
17- Réalisation de 2.000 ha de reboisements diversifiés	Appuyer les actions de reboisement identifiées par les districts	Opérateurs													A 02 03	160 000 €
	Appuyer le financement des actions de micro boisement sur base des appels à proposition	Districts PAREF													A 02 03	45 000 €
	Identifier et appuyer la mise en œuvre d'un programme de plantations scolaires	CN													A 02 03	15 000 €
18- Création, formation et structuration des GGF	Elaborer les modules de formation pour les CGF en charge de la gestion des forêts publiques	CN													A 02 02	20 000 €
	Formation de petites organisations paysannes en GGF pour la gestion contractuelle des forêts publiques	CN													A 02 02	20 000 €
19- Équipement des pépinières & formation des pépiniéristes	(RAS Cf. 17 & 22)	CN													A 02 04	0 €
20- Mise en œuvre d'un programme d'éducation environnementale au niveau de 45 écoles	Élaborer un livret d'éducation scolaire et des posters portant sur le rôle et les fonctions de la forêt au Rwanda	CN													A 02 04	10 000 €
	Former les enseignants de 45 écoles pour l'utilisation des livrets et affiches	CN													A 02 04	15 000 €
21- Renforcement des capacités de l'ISAR en matière de fourniture de semences forestières diversifiées et d'origine contrôlée	Renforcer les capacités techniques et organisationnelles de la CGF pour la production des graines forestières (CI généticien)	ISAR/CI													A 02 04	17 600 €
	Appuyer et suivre la mise en œuvre du programme d'activités de l'ISAR (MOU)	ISAR/PAREF													A 02 04	33 751 €
22- Formation des pépinières pour la diversification de la production des espèces agroforestières (ISAR)	Mettre en œuvre le programme de formation des pépiniéristes pour la diversification des espèces forestières et agroforestières (Cf. activité 4 du MOU)	ISAR													A 02 04	0 €

Résultats attendus	Activités 2010	Responsable	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Lignes budgét. DTF	Budget 2010
Résultat 3: "Les actions de valorisation du bois et d'économie d'énergie sont promues"																108 000 €
23- Diffusion de techniques performantes d'utilisation du bois, de carbonisation	Appuyer la diffusion de technologies d'économie du bois (appui au pgm MININFRA)	MININFRA													A 03 01	60 000 €
	Élaborer et mettre en oeuvre un programme de formation des scieurs	CN													A 03 02	5 000 €
	Élaborer et mettre en oeuvre un programme de formation des charbonniers (Province du Nord)	CN													A 03 02	20 000 €
24- Création et accompagnement des marchés ruraux de bois/charbons	Organiser des rencontres avec les exploitants et les charbonniers en vue de leur structuration	CN-PAREF													A 03 02	3 000 €
25- Mettre en place un dispositif de suivi des effets et impacts du projet	Réaliser et valider l'étude de référence des principaux indicateurs du projet	CN-PAREF													A 03 03	10 000 €
	Mettre en place le dispositif d'évaluation des effets et impacts du projet et le partager avec les partenaires du projet	CN-PAREF													A 03 03	10 000 €

8.2- Planning financier de l'année 2010

9- CONCLUSIONS

9.1- Activités et Finances

Le chronogramme d'activités proposé pour 2010 est ambitieux et tient compte des perspectives de recrutement des agents du NAFA, que ce soit au niveau central que décentralisé.

Résultat 1: les différents appuis institutionnels qui seront mis en œuvre mettent l'accent sur la conception et la mise à disposition des outils d'aide à la décision en matière de gestion forestière: SDA, SIEP et études visant à améliorer les connaissances sur le secteur forestier. Dans la mesure où un local sera mobilisé, un centre de documentation forestière sera mis en place et son équipement financé.

Résultat 2: Dans le cadre de la mise en œuvre des PAFD, le projet va commanditer une consultation internationale destinée à l'élaboration d'un guide technique et méthodologique pour l'élaboration des plans de gestion qui vont constituer les outils d'aide à la mise en œuvre des PAFD. Le PAFD de Gicumbi devra être validé dès le début 2010 et la mise en œuvre des 6 PAFD pourra démarrer sur 10.000 ha après l'élaboration des plans de gestion. Des opérateurs seront recrutés pour appuyer les districts dans l'identification et la mise en œuvre des travaux d'aménagement.

Des modules de formation seront élaborés et mis en œuvre dans le cadre de la contractualisation de la gestion des forêts publiques.

Le projet veillera à regarnir les sites plantés en 2008 et 2009 et prévoit la plantation de 3.000 ha de plantations diverses que ce soit à travers l'agroforesterie, les plantations sur terrains publics ou encore les écoles.

Un livret d'éducation forestière sera élaboré et les enseignants des districts d'intervention formés à son utilisation.

L'ISAR interviendra dans le cadre de la diversification de l'utilisation des espèces forestières. Un appui a été demandé par l'ISAR pour le renforcement des capacités en matière de génétique forestière.

Résultat 3: Le programme de vulgarisation des foyers améliorés et des techniques de carbonisation améliorées sera mis en œuvre en collaboration avec le MININFRA.

9.2- Critères de suivi

9.2.1 Efficience

L'efficience du projet devrait s'améliorer avec le recrutement des agents du NAFA au niveau central et local. Un dispositif d'accompagnement et de renforcement des capacités sera mis en place en accord avec le NAFA selon une approche pragmatique qui favorisera (i) la formation sur le tas ou les formations de courte durée (synergie avec la composante néerlandaise du PAREF) et (ii) la diffusion de documents techniques comme la monographie des espèces forestières, le guide sylvicole et le manuel d'agroforesterie, le guide de procédures pour l'exploitation des forêts publiques, etc.

Le projet insistera tout particulièrement sur la qualité des travaux réalisés et sur l'amélioration de son dispositif de suivi-évaluation.

9.2.2 Efficacité

Le projet veillera (i) à impliquer de façon accrue les bénéficiaires de ses interventions (techniciens du NAFA, autorités des districts, paysans planteurs et acteurs des filières), (ii) à intensifier ses activités de communication pour partager ses expériences avec les parties prenantes et (iii) appuyer le NAFA dans la mise en œuvre de ses actions de communication stratégique à l'intention du grand public et des décideurs.

9.2.3 Durabilité

En mettant l'accent sur le renforcement des capacités aux différents niveaux, dont (i) l'appui à la finalisation et à la vulgarisation de la loi forestière et du contenu du PFN, (ii) le transfert de compétences au profit des acteurs impliqués, le projet contribuera à la création des conditions de durabilité de ses réalisations.

9.3- Avis de la SMCL sur les recommandations

9.3.1 Recommandations relatives au planning des activités

9.3.2 Recommandations relatives au planning financier

9.3.3 Recommandations relatives au Cadre logique

9.3.4 Autres recommandations

10- ANNEXES

Annexe 1 - Évolution de la composition du staff du projet en 2009

Annexe 2- Organigramme du projet

Annexe 3- Cadre logique du projet

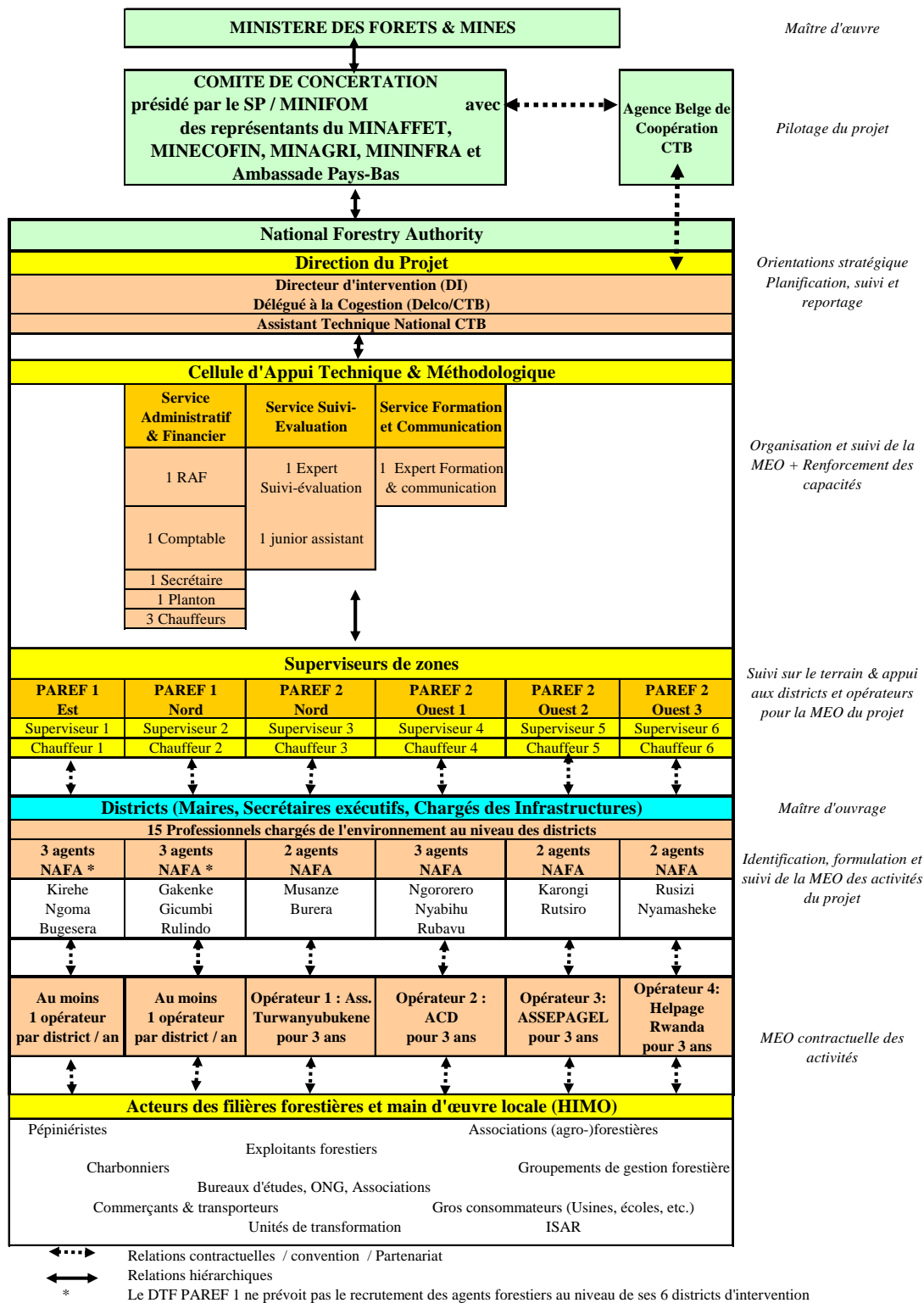
Annexe 4- Check-list Efficience – Efficacité - Durabilité

Annexe 5- Aperçu des marchés publics

ANNEXE 1- ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU STAFF DU PROJET EN 2009

POSTE	NOM ET PRENOM	Début de Service
Directeur de l'intervention	HABIMANA Claudien	01/04/2008
délégué à la cogestion	ROULETTE Guy	27/06/2008
Assistant Technique National - Adjoint du DELCO	MFITUMUKIZA Joseph	01/04/2009
Responsable de la Cartographie et Geomatique	GILLES Anne Charlotte	04/02/2009
Responsable Administratif et financier	MUKASAFARI Clémentine	01/09/2008
Responsable du Suivi et Evaluation	NGARAMBE FIDELE	22/06/2009
Responsable de la Formation et communication	KAMBANDA DIEUDONNE	22/06/2009
Superviseur (Gakenke-Gicumbi-Rulindo)	IYAKAREMYE J Baptiste	24/02/2009
Superviseur de district (Ngoma-Bugesera-Kirehe)	GAHIRE Aimable	24/02/2009
Comptable	UWIZEYIMANA Epiphanie	22/06/2009
Secrétaire caissier	MUNYURWA Patrick	15/07/2008
Chauffeur /Siège	HABONIMANA Gervais	16/03/2009
Chauffeur/Gakenke-Gicumbi-Rulindo	HAKIZIMANA Dismas	16/03/2009
Chauffeur /Siège	MUREGO R. Joseph	14/09/2009
Chauffeur /Ngoma-Bugesera-Kirehe	MUNYAWERA Constantin	14/09/2009
Chauffeur/Siège	MAROBBA Jackson	23/07/2009
Planton	UWIMANA Liliose	01/08/2008
Gardien	NSHIMYUMUREMYI Japhet	07/11/2009

ANNEXE 2 -ORGANIGRAMME DU PROJET



ANNEXE 3 : CADRE LOGIQUE DU PAREF PAYS-BAS

Objectif global	Indicateurs d'impact	Moyens de Vérification	
La mise en œuvre de la politique forestière nationale contribue à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et à la protection de l'environnement	Augmentation des revenus des acteurs de la filière bois	<i>Enquêtes ménages & rapports du projet (injections monétaires & comptes d'exploitation des Groupements de Gestion Forestière (GGF) soutenus par le PAREF)</i>	
	Augmentation de la contribution du secteur forestier au PIB	<i>Statistiques nationales</i>	
	Amélioration du bilan "Production/Consommation de bois"	<i>Rapports du Système d'Information et d'Évaluation Permanente (SIEP)</i>	
Objectif spécifique	Indicateurs d'effet	Moyens de Vérification	Risques & hypothèses
La dégradation quantitative et qualitative des ressources forestières est maîtrisée et les besoins du Rwanda en produits forestiers sont mieux assurés	(1) L'exploitation et les reboisements s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des Plans d'Aménagement Forestier des 6 districts (PAFD)	Bilan d'exécution des plans d'actions forestiers	Le National Forest Authority (NAFA) est mis en place et fonctionne avant l'évaluation à mi-parcours du Programme Le Cadre de Dépenses à Moyen Terme du Ministère des Ressources Naturelles (MINIRENA) définit clairement les moyens pour le fonctionnement du NAFA
	(2) Augmentation d'au moins 5% de la superficie boisée dans les 6 districts	Actualisation de la Cartographie forestière du GIS-C à l'Université Nationale du Rwanda (UNR)	
	(3) Évolution du volume de bois commercialisé dans le cadre d'une exploitation contrôlée	Schéma Directeur d'Approvisionnement, PAFD et dispositif de contrôle forestier	
	(4) Diversification et adaptation des espèces utilisées dans les reboisements par rapport aux conditions écologiques et aux objectifs sylvicoles (protection / production)	Rapports du SIEP	
	(5) Augmentation du nombre de Partenaires Techniques & Financiers (PTF) dans le secteur forestier	Statistiques Poverty Réduction Strategy Programme (PRSP) & bilan de mise en œuvre du Plan Forestier National (PFN)	
	(6) Montant et typologie des investissements publics et privés consentis dans le secteur forestier en relation avec le Plan Forestier National (PFN)	Concessions délivrées aux GGF	
	(7) Augmentation du nombre d'acteurs actifs dans le secteur forestier	Enquête ménages	
	(8) Augmentation du taux d'utilisation des foyers améliorés par les ménages dans les principales villes	Rapports d'évaluation finale et du Mid-Term Review du Projet	
	(9) Sécurisation du niveau d'approvisionnement des ménages en énergie domestique		

Résultats	Indicateurs de résultats	Moyens de Vérification	Risques & hypothèses
Résultat 1- Appui institutionnel "Les capacités institutionnelles depuis le niveau central jusqu'au niveau décentralisé sont renforcées"	- Le NAFA/MINIRENA dispose d'outils d'aide à la décision pour la gestion durable et décentralisée des ressources forestières : (1) le Plan d'Action Forestier National est approuvé par le MINIRENA, doté des indicateurs avant la fin du Programme et vulgarisé au niveau des districts (2) la méthodologie d'élaboration des SDA en bois est adoptée et le SDA en bois de Kigali est validé (3) 7 études et enquêtes destinées à compléter les connaissances du secteur forestier sont réalisées et leurs résultats diffusés (4) un SIEP couplé à un SIG opérationnel avec des infos complètes et fiables (5) le fonds forestier national (FFN) est restructuré et les fonds forestiers de districts (FFD) sont opérationnels et permettent le financement de la mise en oeuvre du PFN et des PAFD (6) Le cadastre forestier est créé	Document du Plan Forestier National Schéma Directeur d'Approvisionnement en bois de Kigali Rapports d'études : (1) Normes sylvicoles, (2) Essences agroforestières, (3) Taxation forestière, (4) Tables de production, (5) Valorisation récréative et scientifique des forêts, (6) Utilisations traditionnelles des forêts, (7) Genre et foresterie Rapports du SIEP Contribution du PAREF aux FFD des 6 districts Rapports d'audit des FFD Arrêtés de (dé-)classement des forêts; concessions & contrats de gestion des forêts; cartographie	Le projet de la nouvelle loi forestière est finalisé par le MINIRENA avant le début du Programme La Loi forestière est promulguée avant la fin de la 2 nd e année du projet Les gouvernements locaux seront dotés de personnel compétent jusqu'au niveau secteur conformément à la planification nationale Mise à disposition des locaux Bonne gouvernance de la gestion des FFD Collaboration avec la mise en place du cadastre national
	- Le NAFA/MINIRENA dispose d'outils de communication performants : (7) Nombre de campagnes de sensibilisation et de communication réalisées (8) un centre de documentation riche, accessible avec un système d'archivage sur supports numériques (9) un site WEB régulièrement actualisé, donnant accès à une information pertinente, diversifiée et attractive pour les partenaires techniques et financiers (10) de la documentation (e.a. dépliants, posters) portant sur la gestion décentralisée et durable des ressources forestières diffusés au niveau des districts et secteurs (11) un cadre de concertation regroupant de façon régulière les acteurs du secteur forestier au niveau des districts et au niveau central	Stratégie de communication - Plan d'action - Supports de communication édités Base de données numériques et répertoire de la documentation - nb documents consultés Nombre de visiteurs du site WEB Rapports périodiques des CC aux différents niveaux	Les partenaires interagissent avec le Système de Gestion de l'Information et acceptent de transmettre toutes les informations demandées. Les acteurs sont mobilisés et prennent une part active dans le cadre de concertation au niveau central et décentralisé
	- Les capacités des ressources humaines ont été renforcées au niveau central et décentralisé et les moyens de fonctionnement mis à disposition pour permettre au NAFA d'assumer ses tâches : (12) Les agents du NAFA ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités (13) Les agents administratifs et techniques des districts et secteurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités (14) Un fonds d'appui pour l'équipement et le démarrage des activités	Composition du staff et typologie des modules et rapports de formation des cadres des niveaux central et déconcentré DAO et rapports d'activités	Les projets d'appui à la décentralisation renforcent le niveau technique et managérial des cadres des districts (gestion d'un cycle de Projet, techniques de planification participative, suivi-évaluation des projets, gestion financière, etc.) Le personnel formé est maintenu aux différents niveaux (central, districts et aux secteurs)

Résultats	Indicateurs de résultats	Moyens de Vérification	Risques & hypothèses
Résultat 2- Augmentation de l'offre en bois "Les ressources forestières dans districts pilotes retenus (3 dans la Province du Nord et 3 dans la Province de l'Est) sont augmentées et diversifiées et leur gestion est améliorée"	(15) Nombre de PAFD et de plans de gestion simplifiés élaborés et validés de façon participative (16) Nombre de plans simplifiés de gestion forestière mis en œuvre sur 10.000 ha dans le cadre de la mise en œuvre des PAFD (17) 2.000 ha de reboisement divers réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des PAFD (18) Nombre de GGF créés, formés et agréés (19) Nombre de pépinières équipées et de pépiniéristes formés (20) 45 écoles ont bénéficié d'un programme d'éducation environnementale (21) Améliorations des capacités de l'ISAR en matière de récolte et de fourniture de semences forestières diversifiées et d'origine contrôlée (22) Nombre de fiches techniques agroforestières produites par l'ISAR : Gestion des arbres dans les champs - Multiplication des espèces agroforestières - Amélioration de la production via les bonnes pratiques d'agroforesterie - Intégration de l'arbre dans les champs - Contribution de l'agroforesterie à la viabilisation des travaux de ces/drs	Documents approuvés des PAFD Conventions entre UGP & Districts - Plans de gestion Bilan de campagnes et composition spécifique des reboisements Rapports de formation, agréments, audit organisationnel & Rapports d'activités des GGF Bilan de campagnes et rapports du projet Rapport d'activité de l'opérateur Rapports d'activités de l'ISAR Fiches techniques et rapports du programme de recherche-action de l'ISAR	Les contrats de performance entre les districts et le gouvernement central accorderont le plus grand intérêt au développement du secteur forestier et à la planification ascendante et participative. Les acteurs intervenant dans le domaine forestier en général et dans la gestion forestière et le reboisement en particulier, sont prêts à se concerter au niveau des réseaux d'acteurs du secteur forestier ou des forums d'action conjointe.
Résultats	Indicateurs de résultats	Moyens de Vérification	Risques & hypothèses
Résultat 3- Réduction de la demande en bois "Les actions de valorisation du bois et d'économie d'énergie sont promues"	(23) Nombre de modèles de foyers améliorés sélectionnés, fabriqués et vendus par les artisans formés (24) 36 charbonniers formés et ayant adopté la meule casamançaise (25) 5 marchés ruraux de bois/charbons créés et fonctionnels	Étude de rentabilité de foyers améliorés (FA) Étude marketing et modules de formation des artisans et bilans de commercialisation des modèles de FA Rapport d'évaluation des améliorations potentielles aux techniques de carbonisation traditionnelle Modules de formation des charbonniers Modules de formation des marchés ruraux (MR) Rapports d'activités des MR	Le système de taxation forestière est clairement déterminé dans la nouvelle loi forestière Les techniques de sensibilisation et de communication sont adaptées et efficaces

ANNEXE 4 - CHECKLISTS

Annexe 5- Liste des marchés publics prévus en 2010
